

## Formation

# Les étudiants critiquent la solution «Erasmus light»

**L'UNES se sent trompée par la décision de maintenir la solution d'échanges actuelle. Les élus sont plus divisés**

Caroline Zuercher

L'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES) se sent «flouée». La raison? La révélation, samedi dans la presse, que le Secrétariat d'Etat à la formation et à l'innovation (SEFRI) ne menait pas de négociations avec l'Union européenne pour obtenir la pleine participation de la Suisse à Erasmus+. La solution transitoire devrait donc durer jusqu'en 2020.

Selon l'UNES, «ces nouvelles sont en contradiction totale avec les déclarations que le SEFRI avait jusqu'à présent formulées». Suite à l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse», en février 2014, les négociations pour l'association de la Suisse au programme Erasmus+ avaient été suspendues. Une solution transitoire avait alors été mise en place. D'abord applicable jusqu'à fin 2016, elle a été reconduite pour 2017. En septembre, le SEFRI a toutefois souligné que son but était une pleine participation au programme.

## Questions de financement

Pourquoi ce revirement? Le SEFRI explique dans la *Luzerner Zeitung* qu'il n'estimait pas que les négociations puissent aboutir dans un délai réaliste. La responsable du dossier évoquerait des questions de financement. «Nous savions que les discussions étaient difficiles», commente Josef Stocker, coprésident de l'UNES. Mais la décision de les stopper a été prise sans nous consulter, alors que nous représentons les personnes concernées: ce n'est pas acceptable.»

Et d'ajouter qu'Erasmus+ ne se résume pas à un échange d'étudiants: «Il y a des coopérations dans d'autres domaines, notamment dans la formation professionnelle et entre des organisations de jeunesse, qu'il nous serait très utile de rejoindre.» Le copré-



«Nos autorités semblent se satisfaire d'une solution un peu boiteuse»

Mathias Reynard (PS/VS)



«Bien sûr, c'est embêtant... Mais ce n'est pas une catastrophe. Il n'y a pas de volonté suisse de se retirer du programme»

Fathi Derder (PLR/VD)



«Le système actuel nous permet d'utiliser nos sous uniquement pour la partie du projet qui nous intéresse vraiment, les échanges»

Yves Nidegger (UDC/GE)

sident ajoute que le système actuel augmente la bureaucratie. «Les hautes écoles doivent négocier des contrats avec chaque homologue étranger. Si cette solution se pérennise, des universités étrangères risquent même de jeter l'éponge.»

Pour les représentants des étudiants, la Suisse doit participer pleinement à Erasmus+ dès 2018. Samedi, le Conseil suisse des Activités de la Jeunesse a déjà lancé un appel signé par différentes associations de jeunesse. La Conférence des recteurs des hautes écoles suisses, Swissuniversities, était pour sa part informée de cette décision. Et la regrette. L'organisme relève notamment que, pour les étudiants, le nombre de destinations a baissé ces dernières années. En outre, la solution transitoire «signifie une charge de tra-

vail et un poids financier supplémentaires, tout particulièrement pour les hautes écoles impliquées.»

## Explications attendues

Selon la presse, cette solution transitoire fera l'objet d'une base légale, soumise au parlement cette année. Comment sera-t-elle accueillie? Le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) se dit «révolté». «Le Conseil fédéral a annoncé à plusieurs reprises sa volonté de mener ces négociations, mais ce n'est pas le cas. Nos autorités semblent se satisfaire d'une solution un peu boiteuse, qui peut plus ou moins convenir à court terme aux étudiants, mais pas aux jeunes apprentis.» Pour le Valaisain, cette question n'est pas une priorité de la Confédération. «L'important, c'était Horizon

2020, pas la mobilité des jeunes», soupire Mathias Reynard, qui compte déposer une intervention au Conseil national.

Egalement membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC), Kathy Riklin (PDC/ZH) qualifie la nouvelle de «dommage». Et comme d'autres, elle pointe du doigt Johann Schneider-Ammann, le conseiller fédéral en charge du dossier, qu'on sentait «peu motivé».

Leur collègue Fathi Derder (PLR/VD) appelle au calme: «On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Bien sûr, c'est embêtant... Mais ce n'est pas une catastrophe.» A ses yeux, la priorité était Horizon 2020. Pour Erasmus, la solution transitoire reste en vigueur. Et puis, «il n'y a pas de volonté suisse de se retirer du programme. Cette décision est le résultat d'une question d'agenda, et je garde l'espoir d'une pleine participation en 2020.» Comme d'autres, le Vaudois compte obtenir des explications «détaillées» au sein de la CSEC.

S'il est un parti que cette nouvelle n'attriste pas, c'est l'UDC. «Erasmus+ prévoit une aide pour les échanges d'étudiants, mais aussi pour toutes sortes d'activités qui n'ont aucun intérêt académique», commente Yves Nidegger (GE). Le système actuel nous permet donc d'utiliser nos sous uniquement pour la partie qui nous intéresse vraiment, les échanges.»

## La Suisse se veut un pôle d'excellence dans le data

**L'EPFL et l'EPFZ lancent le Centre national de la science des données. De quoi viser la compétitivité à l'échelle mondiale**

A l'heure du tout numérique, les données sont toujours plus importantes. Dans tous les domaines, du plus pointu à l'anecdotique, leur poids est tel qu'elles constituent l'un des enjeux majeurs de l'économie de demain. Encore faut-il savoir faire le tri pour pouvoir les exploiter correctement.

Soucieuse de ne pas se laisser distancer en la matière, la Suisse lance le Centre national de la science des données (Swiss Data Science Center, SDSC). Inauguré lundi dans la banlieue bernoise, le centre est une entreprise commune des Ecoles polytechniques fédérales. «Joint venture» oblige, l'entité, qui vise à promouvoir l'innovation dans la science des données, la recherche multidisciplinaire et la science ouverte, sera dotée de bureaux à Lausanne et à Zurich. Un master en science des données sera d'ailleurs institué dès septembre dans les deux écoles.

«On entend souvent que les données sont le nouveau Eldorado ou que, en termes de richesse, elles constituent le nouveau pétrole. Mais, brutes, ces données ne servent pas à grand-chose. Le centre que nous lançons vise donc à les affiner, à les travailler et les analyser pour en extraire de l'information», explique Martin Vetterli, président de l'EPFL.

Concrètement, les scientifiques du SDSC auront comme principale mission de fournir des réponses précises aux problèmes du quotidien. Exemple: quel médicament contre l'asthme sera le plus efficace et à prescrire deux heures avant un pic de pollution? «Le centre traitera toutes les données possibles et imaginables, mais comptera tout de même des secteurs clés, comme la médecine personnalisée, les sciences économiques ou encore les questions environnementales.» Martin Vetterli ne cache pas l'objectif politique du projet: pouvoir résister à la concurrence internationale, la plupart des institutions de recherche et d'enseignement de pointe investissant massivement dans le secteur.

A ce titre, la présence de dizaines de chercheurs étrangers pour l'inauguration témoignait de l'engagement pour les «data». Point d'orgue de la journée: la présentation du professeur Jure Leskovec

de l'Université Stanford et responsable de la science des données du réseau social Pinterest, soulignant l'importance du sujet à l'étranger. «Avec le SDSC, il s'agit effectivement de se mettre à la hauteur des Etats-Unis ou encore de la Chine, de maintenir notre indépendance pour ne pas devenir une colonie digitale», reconnaît Martin Vetterli.



«Avec ce centre national, il s'agit de se mettre à la hauteur des Etats-Unis ou encore de la Chine, de maintenir notre indépendance pour ne pas devenir une colonie digitale»

Martin Vetterli  
Président de l'EPFL

Une volonté d'indépendance également revendiquée par Olivier Verscheure, directeur exécutif du centre et ancien cadre chez IBM: «La Suisse compte un léger retard, mais pas dans la recherche. Ce qui se fait en termes de sécurisation ou d'anonymisation des données, le pays est à la pointe. Le principal challenge du SDSC sera de combler les fossés existants entre ceux qui créent des données, ceux qui développent leur analyse et ceux qui pourraient en extraire de la valeur.»

Le centre s'appuiera sur une équipe multidisciplinaire de 30 à 40 spécialistes des données et de l'informatique et experts de domaines spécifiques. Il pourra compter sur une enveloppe de 30 millions de francs répartis sur quatre ans. **Emmanuel Borloz**

Sur le Net [www.datascience.ch](http://www.datascience.ch)

## En chiffres

Le programme d'échange Erasmus existe depuis 1987, et la Suisse peut y participer depuis 1992. Selon des chiffres publiés par Swissuniversities à fin janvier, 40 658 étudiants ont quitté la Suisse, pour étudier ou effectuer un stage dans une université ou une haute école étrangère; 41 312 jeunes sont venus dans notre pays. Selon un bilan publié en août dernier par Fondation.ch,

l'organe qui s'occupait du programme jusqu'à la fin de l'an dernier, 10 781 personnes ont profité de cette mobilité (sortants et entrants) en 2016, soit 12% de plus qu'en 2015. Parmi eux, 4789 étudiants (niveau tertiaire) sont sortis de Suisse et 3861 y sont venus; 25,1 millions de francs (23,9 millions en 2015) ont été versés pour ces programmes. **CZ**

## Le Ministère public de la Confédération se penche sur un ex-ministre gambien

**Soupçonné de crimes contre l'humanité, ce réfugié en Suisse est actuellement en détention provisoire**

Le Ministère public de la Confédération (MPC) reprend la procédure qui a été ouverte contre l'ancien ministre de l'Intérieur de Gambie, Ousman Sonko. Il existe suffisamment d'éléments pour «ne pas exclure le soupçon de crimes contre l'humanité» qui vise l'ancien ministre, selon le MPC.

Depuis 2011, ce délit relève de la compétence fédérale. La présomption d'innocence s'applique comme toujours. Le MPC a été averti le 29 novembre par l'Office fédéral de la police (FedPol) que M. Sonko avait déposé une de-

mande d'asile en Suisse le 10 novembre. Il a été attribué au Canton de Berne, et l'ancien ministre séjournait depuis dans le centre de transit pour requérants de Lyss.

Le MPC a donné à FedPol un mandat de recherches préliminaires. Des investigations ont aussi eu lieu en collaboration avec des partenaires internationaux, dont la Cour pénale internationale. Ces premières recherches ont abouti à la conclusion qu'à l'époque, il n'y avait pas de motif de détention.

Mais la situation a changé avec la dénonciation pénale déposée par l'ONG basée à Genève TRIAL, qui lutte contre l'impunité des crimes. Sur cette base, le Ministère public bernois a ouvert une enquête le 26 janvier. Ousman Sonko a été placé en détention provisoire le 28 janvier.

TRIAL n'a pas dénoncé l'ancien ministre directement pour des crimes contre l'humanité, qui exigeraient une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile, explique le MPC. L'ONG s'est sciemment adressée aux autorités cantonales bernoises, compétentes notamment en matière de lésions corporelles graves, contrainte et séquestrations et enlèvements.

Ousman Sonko a fui après avoir été démis de ses fonctions. Entre-temps, la situation politique en Gambie s'est modifiée, avec le départ du président Yahya Jammeh en exil. Le MPC a pris la décision de reprendre l'enquête sur la base de ces nouveaux éléments et après un entretien entre le procureur de la Confédération et son collègue du canton de Berne. **ATS**

## Enquête à la ferme suite à la mort d'un veau dans le Nord vaudois

**Déjà dans le collimateur du Canton, un élevage de Vugelles a eu la visite des gendarmes. Les militants anti-viande suivent l'affaire**

Quelques vaches, les sabots dans une épaisse couche de paille fraîche, qui se tiennent tranquilles derrière leur barrière. C'est dans cette étable de Vugelles qu'un bovin est mort le 30 janvier. L'exploitant est là mais il refuse de parler aux journalistes. Au détour d'une phrase, il lâche tout de même que les gendarmes sont bien venus il y a une semaine, puis deux inspecteurs du Service vétérinaire cantonal. Et qu'il a été dénoncé par un voisin, avec qui il «ne s'entend pas».

C'est le Mouvement pour les animaux et le respect de la Terre

(MART) qui a attiré l'attention de la presse sur ce cas. La fondation, qui avait diffusé en septembre dernier des vidéos accablantes tournées dans trois porcheries du Gros-de-Vaud, montre cette fois-ci deux photos d'un veau mort, affalé parmi ses congénères.

Syndic de Vugelles-La Mothe, Michel Jeckelmann replace l'événement dans son contexte. «Il y a dans la commune une personne qui dénonce tout ce qui ne va pas à ses yeux. Ses plaintes remplissent une page A4 à chaque séance de la Municipalité.» Pierre Beuret, agriculteur et vice-syndic, témoigne: «Comme éleveur, je suis parfois confronté à la mort d'une bête. Si ça se passe le week-end, je dois attendre le lundi que le clos d'équarrissage ouvre pour l'évacuer.»

De son côté, le vétérinaire cantonal ne communique pas sur les causes de la mort du bovin. Il ajoute que cette exploitation est suivie depuis un an environ. «Les conditions de détention ne sont pas conformes, admet Giovanni Peduto. Et nous avons pris des mesures administratives et pénales.» Le chef de service ajoute que la situation n'est toujours pas en ordre en ce début d'année. L'exploitant doit être entendu «avant que des mesures plus incisives ne soient prises».

Fondatrice du MART, Kate Amiguet estime que le vétérinaire devrait avoir plus de pouvoir face à de tels cas. Opposée à l'élevage et à la chasse, elle milite contre toute consommation de viande, de produits laitiers et d'œufs. **LAU**